

Service Environnement
22 Avenue Doyen Louis Weil
38028 GRENOBLE cedex 1

Grenoble, le 30/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAISON FRANCOIS CHOLAT

Lieu-dit : Thuile
BP 4
38510 Morestel

Références : DDPP38 2023 05134
Code AIOT : 0006103021

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement MAISON FRANCOIS CHOLAT implanté 1013 route de Thuile 38510 Morestel. L'inspection a été annoncée le 14/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAISON FRANCOIS CHOLAT
- Hameau de Thuile BP 4 38510 Morestel
- Code AIOT : 0006103021
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Maison François Cholat est une entreprise familiale ayant pour activités principales le stockage et le séchage de céréales, la fabrication de farines et d'aliments pour animaux, le stockage et la vente de produits phytosanitaires et de semences. Le site inspecté, étant également le siège social de l'entreprise, est situé à Morestel. Le site est autorisé au titre des ICPE par l'arrêté préfectoral n°2000-3212 du 12 mai 2000, par l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-IC-2017-09-08 du 4 septembre 2017 et l'APC n° DDPP SE 2023 03 17 du 29 mars 2023.

Le site est soumis à la directive IED relative aux industries agro-alimentaires (FDM) dont les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) ont été publiées le 04/12/19. La rubrique 3642 est la seule rubrique IED du site. Le dossier de réexamen IED de l'exploitant ne requiert pas de modifications de prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral compte tenu de l'absence de dérogation aux NEA-MTD et d'aménagement aux NPEA-MTD. L'exploitant s'engage donc à mettre en œuvre ou à continuer de mettre en œuvre les MTD qui lui sont applicables à partir du 4 décembre 2023.

Le site est composé de plusieurs bâtiments de production : magasins de farines et des aliments, usine de fabrication des aliments, meunerie et fournil, entrepôt logistique pour l'expédition, atelier mécanique, stockages d'engrais, silos et bureaux.

La société emploie 200 personnes donc 50 personnes sédentaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion du risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle des extincteurs	Arrêté ministériel du 14/12/2013 article 23	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Contrôle électrique	Arrêté Ministériel du 29/03/2004 article 9	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Formation du personnel	Arrêté ministériel du 29/03/2004 article 3	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté préfectoral du 29/03/2023 article 1	/	Sans objet
3	Poteaux incendie	Arrêté ministériel du 14/12/2013 article 14	/	Sans objet
4	Suivi informatique des relevés de températures	Arrêté ministériel du 29/03/2004 article 14	/	Sans objet
7	Rétention incendie	Arrêté ministériel du 14/12/2013 article 20	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est globalement bien suivie. Quelques faits contraires aux prescriptions applicables ont été relevés, auxquels l'exploitant est en capacité de remédier rapidement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2023 article 1
°Thème(s) : Administratif
Prescription contrôlée : Le site est autorisé pour 450 t/j maximum de produits finis végétales au titre de la rubrique ICPE n°3642.
Constats : La production de meunerie et d'aliments pour animaux est fabriquée à flux tendu avec un stockage respectivement de 8 jours et de 24-48h. En 2023, le site a produit au maximum, sur une journée, 259 t/j de farine et 170 t/j d'aliments pour animaux. On enregistre une production de produits finis maximum de 224 t/j en 2022 et 210 t/j en 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle des extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 14/12/13 article 23
Thème(s) : Risques accidentels – défense incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications
Constats : Le site comprend 160 extincteurs et 3 RIA. Le bâtiment de stockage est équipé d'un système de détection incendie couplé à un dispositif de sprinklage. La vérification des extincteurs, RIA et portes coupe-feu a été faite par un prestataire spécialisé en date du 31/05/2023.
Observations : Le rapport de contrôle ne précise pas le nombre d'extincteurs vérifiés.
Mesures correctives : L'exploitant est tenu de s'assurer du nombre d'extincteurs vérifiés annuellement en demandant au prestataire de notifier la quantité contrôlée lors de la prochaine vérification périodique.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délai : 6 mois

N° 3 : Poteaux Incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 14/12/2013 article 14
Thème(s) : Risques accidentels – défense incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage. [...]
Constats : Le site dispose de 3 poteaux incendie public à moins de 150 m des entrées du site, d'un débit à 1 bar de : 39m³/h au chemin des muriers, 36 m³/h route de Thuile et 77m³/h au chemin de Roche plage. Le site dispose également de : - 2 points de pompage par aspiration dans un puisard, aménagés sur la rivière « La Save » qui peut être réalimenté par l'ouverture des vannes de l'étang à 300 m appartenant à la société et - d'une cuve cylindrique de 120 m³ pour la gestion incendie de l'entrepôt d'expédition avec des prises raccords.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Sulvi informatique des relevés de températures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004 article 14
Thème(s) : Risques accidentels -défense incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.
Constats : Le contrôle de température du contenu des silos est assuré informatiquement par sondage avec 20 capteurs pour 25 tonnes. Ce suivi de l'élévation de la graduation de température associé à la présence du personnel composé de 3 salariés aux silos sont les moyens mis en place pour la prévention du risque incendie . Un plan ETARE a été élaboré et a été mis à jour en 2022. En cas d'incendie, l'exploitant vide les boisseaux et utilise de l'eau. Aucun produit stoppant l'oxygénation n'est utilisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôle électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004 article 9
Thème(s) : Risques accidentels -défense incendie
Prescription contrôlée : ... L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés au effet s de l'électricité statique et des courants vagabonds; -l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. ...
Constats : La vérification électrique a été faite le 30/03/2023 par un prestataire spécialisé. Deux rapports Q18 ont été établis : « moulin à farine » et « aliment bétail ». Le rapport Q18 « moulin à farine » de 2022 présente 4 non-conformités. Le rapport Q18 « moulin à farine » de 2023 présente 5 non-conformités dont 3 récurrentes. Le rapport Q18 « aliment bétail » de 2022 présente 5 non-conformités. Le rapport Q18 « aliment bétail » de 2023 présente 4 non-conformités dont 3 récurrentes. Le suivi des non-conformités/observations est confié à un électricien. Celui-ci atteste du travail de réparation fait par un unique tampon.
Mesures correctives : L'exploitant est tenu de lever les non-conformités/observations visées par les derniers rapports Q18 dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport. Les non-conformités/observations ne pouvant pas être levées devront être associées à une justification.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004 article 3
Thème(s) : Risques accidentels -défense incendie
Prescription contrôlée : 1 / L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. 2/ Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : Conforme 1/ Les paramètres de suivi du stockage et de production du site sont télé-surveillés. En cas de dysfonctionnement, 3 opérateurs techniques et 3 à 4 personnes de la direction sont informés via leur téléphone. 2/ Le registre sécurité indique une formation fermeture vanne guillotine effectuée le 25/09/23,

précédemment faite le 14/09/21 et 30/06/20 ainsi qu'une formation logistique meunerie vanne obstruction le 10/07/2023 pour les 3 opérateurs concernés.

Non-conforme :

2/Aucune formation (incendie, explosion, sécurité...) et exercice incendie des silos n'a été planifiée.

Observations : L'exploitant devra mettre en place un plan prévisionnel de formation des risques liés à l'entreprise particulièrement des silos.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Rétention incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013 article 20

Thème(s) : Risques accidentels -défense incendie

Prescription contrôlée :

[...] Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume des matières liquides stockées ;
- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

La rétention incendie est formée par la cour du moulin, qui s'obstrue par une vanne manuelle et un bassin à l'arrière de l'entrepôt d'un volume de 300 m³ avec une vanne clapet pourvue d'une chaîne manuelle.

Le réseau d'eaux pluviales est aussi fermé par une vanne manuelle en aval des installations.

Observation : Le volume nécessaire est de 240 m³ (D9A)

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

